

5° dans le but d'un contrôle du fonctionnement du système, les données suivantes sont enregistrées automatiquement et continuellement :

- a) le branchement de l'échangeur de chaleur ou des échangeurs de chaleur ;
- b) en cas d'exécution 1, le branchement des ventilateurs de circulation et le déroulement sur une période ;
- c) la courbe de température, la température d'air évacué, la température intérieure, la température d'air aspiré et la température extérieure.

4.6.4.4. Le facteur d'émission ammoniacale s'élève à 0,021 kg NH₃ par place d'animal par an. ».

Art. 22. Le point 4.6.8.2, 7°, de l'annexe I au même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2013, est complété par un point e), rédigé comme suit :

« e) des valeurs doivent être enregistrées continuellement pendant la période et doivent être conservées pendant au moins 50 jours après la période. ».

Bruxelles, le 28 mai 2018.

La Ministre flamande de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/31492]

14 JUIN 2018. — Décret portant sur la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat en matière d'enseignement en alternance

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, modifié par la loi du 24 juillet 1987, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement de la Communauté française, peut, après avis de la commission C.A.I. compétente, telle que définie à l'article 13, étendre l'application de la présente loi aux secteurs d'activités exclus en vertu de l'alinéa 2. ».

Art. 2. L'article 2 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Dans les entreprises qui occupent moins de cinquante travailleurs, la présente loi n'est pas d'application aux professions pour lesquelles des contrats d'alternance peuvent être conclus en application de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française et de ses arrêtés d'exécution.

Toutefois, le Gouvernement de la Communauté française peut, après avis du Conseil Economique et Social de la Communauté française, autoriser que, dans les entreprises visées à l'alinéa 1^{er}, des contrats d'apprentissage industriel, ci-après dénommés C.A.I., soient conclus en application de la présente loi pour les professions visées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 3. L'article 6 de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Le C.A.I. règle les droits et obligations des parties. ».

Art. 4. A l'article 7, alinéa 1^{er}, 10°, de la même loi, les mots « les droits et » sont insérés avant les mots « les obligations ».

Art. 5. A l'article 13, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 20 juillet 1992, les mots « du comité paritaire d'apprentissage compétent » sont à chaque fois remplacés par « de la commission contrat d'apprentissage industriel compétente », ci-après dénommée « commission C.A.I. compétente ».

Art. 6. L'intitulé du Chapitre II « Obligations des parties » de la même loi est remplacé par l'intitulé rédigé comme suit :

« Chapitre II. Droits et obligations des parties ».

Art. 7. A l'article 19, alinéa 3, de la même loi, les mots « par une convention collective de travail rendue obligatoire par le Roi » sont remplacés par « par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 8. A l'article 23, alinéa 3, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par « à la commission C.A.I. compétente » ;

2° les mots « à la demande de celui-ci » sont remplacés par les mots « à la demande de celle-ci ».

Art. 9. A l'article 25, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « le Roi, après avis du Conseil national du Travail » sont remplacés par « le Gouvernement de la Communauté française, » ;

2° au paragraphe 2, à l'alinéa 3, les mots « par le Roi après avis du Conseil national du Travail » sont remplacés par « par le Gouvernement de la Communauté française, en concertation avec le Gouvernement wallon » ;

3° au paragraphe 3, les mots « Après avis du Conseil national du Travail, le Roi fixe » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française fixe ».

Art. 10. A l'article 33, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente ».

Art. 11. A l'article 34bis, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 1992, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente ».

Art. 12. A l'article 37bis, de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « du comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « de la commission C.A.I. compétente » ;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « Le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « La commission C.A.I. compétente » ;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent est tenu » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente est tenue » ;

4° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « du comité paritaire d'apprentissage » sont remplacés par les mots « de la commission C.A.I. compétente » ;

5° au paragraphe 3, alinéa 4, les mots « le comité paritaire d'apprentissage est tenu » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente est tenue » ;

6° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « le comité paritaire d'apprentissage » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente » ;

7° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « qu'il fait droit au recours introduit auprès de lui » sont remplacés par les mots « qu'elle fait droit au recours introduit auprès d'elle » ;

8° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente » ;

9° au paragraphe 5, les mots « le comité paritaire d'apprentissage s'est prononcé » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. s'est prononcée » ;

10° au paragraphe 6, alinéa 2, les mots « le comité paritaire d'apprentissage s'est prononcé » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente s'est prononcée ».

Art. 13. A l'article 40bis, de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1998, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente ».

Art. 14. A l'article 43, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente » ;

2° au paragraphe 2, les mots « le comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « la commission C.A.I. compétente » ;

3° au paragraphe 4, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française » ;

4° au paragraphe 4, les mots « après avis du Conseil national du Travail, » sont supprimés.

Art. 15. A l'article 44, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les mots « au secrétariat organisé conformément à l'article 49, § 3, alinéa 2 » sont remplacés par « au secrétariat des commissions C.A.I. compétentes ».

Art. 16. A l'article 47, de la même loi, remplacé par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot « selon » est remplacé par le mot « à » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « à la commission paritaire compétente » sont supprimés ;

3° au paragraphe 2, les mots « le Roi » sont remplacés par « le Gouvernement de la Communauté française » ;

4° au paragraphe 2, les mots « du comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « de la commission C.A.I. compétente ».

Art. 17. A l'article 48, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « du Président ou du secrétariat du comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « du Président ou du secrétariat de la commission C.A.I. compétente » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « au comité paritaire d'apprentissage compétent » sont remplacés par les mots « à la commission C.A.I. compétente ».

Art. 18. A l'article 49, paragraphe § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Des commissions C.A.I. sont instituées au niveau sectoriel dans le cadre des conventions cadres de collaboration en matière d'enseignement, de formation et d'insertion professionnelle conclues entre la Région wallonne, la Communauté française et les secteurs professionnels.

Toute commission C.A.I. est composée comme suit :

1° un président désigné au niveau sectoriel ;

2° un nombre équivalent de représentants des organisations représentatives des travailleurs et des organisations représentatives des employeurs, proposés au niveau sectoriel par les partenaires sociaux signataires d'une convention cadre de collaboration visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

3° un représentant de l'Office Francophone de la Formation en Alternance, créé en vertu de l'accord de coopération cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, ci-après dénommé, « l'O.F.F.A » ;

4° un représentant de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, créé en vertu du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé « l'I.F.A.P.M.E. » ;

5° un représentant de l'Administration Générale de l'Enseignement.

Les représentants visés aux points 1° et 2°, de l'alinéa 2, disposent d'une voix délibérative ; les représentants énoncés aux points 3° à 5° de l'alinéa 2, disposent d'une voix consultative.

La convention cadre de collaboration visée à l'alinéa 1^{er} détermine les modalités d'organisation des réunions dont la gestion du secrétariat.

Au plus tard le 31 mars de chaque année, la commission C.A.I. compétente transmet aux services du Gouvernement un rapport reprenant au minimum le nombre de contrats d'apprentissage industriel agréés, le nombre de dérogations accordées et le nombre d'attestations de capacité acquises, délivrées, ainsi que les éléments significatifs relatifs à l'exécution des C.A.I., et à l'organisation des épreuves de fin d'apprentissage.

Sur la base du rapport établi par chaque commission C.A.I. compétente, les services du Gouvernement compétents transmettent annuellement au Gouvernement de la Communauté française, un rapport global reprenant l'ensemble des données transmises pour chaque secteur. »

2° à l'alinéa 2, les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont remplacés par les mots « commissions C.A.I. » ;

3° à l'alinéa 2, les mots « un certain nombre de » sont remplacés par les mots « un ou plusieurs » ;

4° à l'alinéa 2, les mots « des Gouvernements des Communautés » sont remplacés par les mots « du Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 19. A l'article 49, paragraphe § 2, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « commissions C.A.I. » ;

2° les mots « sous-comités paritaires d'apprentissage » sont remplacés par les mots « sous-commissions C.A.I. » ;

3° à l'alinéa 2, les mots « un certain nombre de » sont remplacés par « un ou plusieurs » ;

4° à l'alinéa 2, les mots « des Gouvernements des Communautés » sont remplacés par les mots « du Gouvernement de la Communauté française » ;

5° les mots « un sous-comité paritaire d'apprentissage » sont chaque fois remplacés par les mots « une sous-commission C.A.I. » ;

6° à l'alinéa 3, les mots « par le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Communauté française » ;

7° à l'alinéa 3, les mots « du comité paritaire d'apprentissage » sont remplacés par les mots « de la commission C.A.I. » ;

8° à l'alinéa 3, les mots « ce sous-comité » est remplacé par les mots « cette sous-commission C.A.I. ».

Art. 20. A l'article 49, paragraphe § 3, de la même loi, modifié par la loi du 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Sur l'avis du Conseil national du Travail » sont remplacés par les mots « Après avis du Conseil Economique et social de la Communauté française » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le Roi » sont remplacés par « le Gouvernement de la Communauté française » ;

3° les mots « des comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « des commissions C.A.I. » ;

4° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , du comité paritaire d'apprentissage du Conseil national du Travail, visé à l'article 53, » sont supprimés ;

5° à l'alinéa 2, les mots « , du comité paritaire d'apprentissage du Conseil national du Travail, visé à l'article 53, » sont supprimés ;

6° les mots « sous-comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « sous-commissions C.A.I. ».

Art. 21. A l'article 50 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont remplacés par « commissions C.A.I. » ;

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 22. A l'article 51, de la même loi, modifié par la loi du 20 juillet 1992, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « commissions C.A.I. » ;

2° les mots « les Ministres communautaires compétents » sont remplacés par les mots « le Membre du Gouvernement de la Communauté française compétent ».

Art. 23. A l'article 52 de la même loi, modifié par la loi du 24 juillet 1987, les modifications suivantes sont apportées

- 1° les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont à chaque fois remplacés par les mots « commissions C.A.I. » ;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « qui a l'Emploi et le Travail » sont remplacés par les mots « qui a l'Education » ;
- 3° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et lui communiquent toute proposition de nature à optimiser le C.A.I. ».

Art. 24. L'intitulé du chapitre II de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1998 et les articles 53 à 57 qu'il contient sont abrogés.

Art. 25. L'article 58 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art.58. Les frais liés aux réunions des commissions C.A.I. organisées par l'O.F.F.A. sont pris en charge par ce dernier, selon les modalités déterminées par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française de façon conjointe. »

Art. 26. A l'article 61 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Le Conseil national du Travail » sont remplacés par les mots « Le Conseil économique et social de la Communauté française » ;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, le mot « national » est remplacé par « Communautaire » ;
- 3° à l'alinéa 2, les mots « de l'Emploi et du Travail » sont remplacés par « de l'Education ».

Art. 27. A l'article 62 de la même loi, modifié par les lois des 24 juillet 1987 et 6 mai 1998, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « le Roi peut, après avis du Conseil national du Travail, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Communauté française peut » ;
- 2° les mots « comités paritaires d'apprentissage » sont remplacés par « commissions C.A.I. » ;
- 3° les mots « et 53 » sont supprimés.

L'article est complété comme suit après « formation en alternance » par « en ce qui concerne le public de l'enseignement en alternance. »

CHAPITRE II. — *Dispositions finales*

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur au 31 août 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juin 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 632-1. – Rapport de commission, n° 632-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 632-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 juin 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31492]

14 JUNI 2018. — Decreet houdende uitvoering van de zesde Staatshervorming inzake alternerend onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst*

Artikel 1. In artikel 1 van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1987, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De Regering van de Franse Gemeenschap kan, na advies van de bevoegde C.A.I. commissie, zoals bepaald in artikel 13, de toepassing van deze wet uitbreiden tot de activiteitensectoren die overeenkomstig het tweede lid uitgesloten worden. ».

Art. 2. Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. In de ondernemingen die minder dan vijftig werknemers tewerkstellen is deze wet niet van toepassing op de beroepen waarvoor alternerende overeenkomsten afgesloten kunnen worden met toepassing van het Kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en zijn uitvoeringsbesluiten.

Nochtans kan de Regering van de Franse Gemeenschap, na advies van de Sociaal-economische raad van de Franse Gemeenschap, toelaten dat, in de ondernemingen bedoeld in het eerste lid, industrieel leerovereenkomsten, hierna C.A.I. genoemd, gesloten worden overeenkomstig deze wet voor de beroepen bedoeld in het eerste lid. »

Art. 3. Artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De C.A.I. regelt de rechten en plichten van de partijen. ».

Art. 4. In artikel 7, eerste lid, 10°, van dezelfde wet, worden de woorden « de rechten en » ingevoegd voor de woorden « de verplichtingen ».

Art. 5. In artikel 13, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1992, worden de woorden « van het bevoegde paritair leercomité » telkens vervangen door « van de bevoegde commissie industriële leerovereenkomst », hierna de « bevoegde C.A.I. commissie » genoemd.

Art. 6. Het opschrift van hoofdstuk II « Verplichtingen van de partijen » van dezelfde wet wordt vervangen door het opschrift, luidend als volgt :

« Hoofdstuk II. Rechten en plichten van de partijen ».

Art. 7. In artikel 19, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden « bij een door de Koning algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst » vervangen door de woorden « bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ».

Art. 8. In artikel 23, derde lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « aan het bevoegd paritair leercomité » worden vervangen door de woorden « aan de bevoegde C.A.I. commissie » ;

2° de woorden « op diens verzoek » worden vervangen door de woorden « op haar verzoek ».

Art. 9. In artikel 25, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « Na advies van de Nationale Arbeidsraad stelt de Koning » vervangen door de woorden « De Regering van de Franse Gemeenschap stelt » ;

2° in paragraaf 2, in het derde lid, worden de woorden « die de Koning bepaalt, na advies van de Nationale Arbeidsraad » vervangen door de woorden « die de Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt, in overleg met de Waalse Regering » ;

3° in paragraaf 3 worden de woorden « Na advies van de Nationale Arbeidsraad bepaalt de Koning » vervangen door de woorden « De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt ».

Art. 10. In artikel 33, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de woorden « het bevoegde paritair leercomité » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie ».

Art. 11. In artikel 34*bis*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1992, worden de woorden « het bevoegde paritair leercomité » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie ».

Art. 12. In artikel 37*bis*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de woorden « van het bevoegde paritair leercomité » vervangen door de woorden « van de bevoegde C.A.I. commissie » ;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « Het bevoegde paritair leercomité » vervangen door de woorden « De bevoegde C.A.I. commissie » ;

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « het bevoegde paritair leercomité dient » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie dient » ;

4° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden « van het paritair leercomité » vervangen door de woorden « van de bevoegde C.A.I. commissie » ;

5° in paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden « dient het paritair leercomité » vervangen door de woorden « dient de bevoegde C.A.I. commissie » ;

6° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden « het paritair leercomité » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie » ;

7° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden « en het bij hem aangetekend beroep inwilligt » vervangen door de woorden « en het bij haar aangetekend beroep inwilligt » ;

8° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden « het bevoegd paritair leercomité » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie » ;

9° in paragraaf 5, worden de woorden « het bevoegde paritair leercomité zich overeenkomstig § 4 heeft uitgesproken » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie zich overeenkomstig § 4 heeft uitgesproken » ;

10° in paragraaf 6, tweede lid, worden de woorden « de uitspraak van het paritair leercomité » vervangen door de woorden « de uitspraak van de bevoegde C.A.I. commissie ».

Art. 13. In artikel 40*bis*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1998, worden de woorden « het bevoegd paritair leercomité » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie ».

Art. 14. In artikel 43, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de woorden « het bevoegd paritair leercomité » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie » ;

2° in paragraaf 2, worden de woorden « het bevoegd paritair leercomité » vervangen door de woorden « de bevoegde C.A.I. commissie » ;

3° in paragraaf 4, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Regering van de Franse Gemeenschap » ;

4° in paragraaf 4, worden de woorden « na advies van de Nationale Arbeidsraad, » geschrapt.

Art. 15. In artikel 44, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de woorden « aan het secretariaat georganiseerd overeenkomstig artikel 49, § 3, tweede lid » vervangen door de woorden « aan het secretariaat van de bevoegde C.A.I. commissies ».

Art. 16. In artikel 47, van dezelfde wet, vervangen door de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, wordt het woord « volgens » vervangen door het woord « aan » ;

2° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « aan de bevoegde paritaire commissie » geschrapt ;

3° in paragraaf 2, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Regering van de Franse Gemeenschap » ;

4° in paragraaf 2, worden de woorden « van het bevoegd paritair leercomité » vervangen door de woorden « van de bevoegde C.A.I. commissie ».

Art. 17. In artikel 48, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « van de voorzitter of het secretariaat van het bevoegd paritair leercomité » vervangen door de woorden « van de voorzitter of het secretariaat van de bevoegde C.A.I. commissie » ;

2° in het vierde lid worden de woorden « aan het bevoegd paritair leercomité » vervangen door de woorden « aan de bevoegde C.A.I. commissie ».

Art. 18. In artikel 49, paragraaf 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. C.A.I. commissies worden op sectoraal niveau opgericht in het kader van kaderovereenkomsten van samenwerking inzake onderwijs, opleiding en beroepsinschakeling gesloten tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de beroepssectoren.

Elke C.A.I. commissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter aangewezen op sectoraal niveau ;

2° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van werknemers en van de representatieve organisaties van werkgevers, voorgesteld op sectoraal niveau door de sociale partners die een kaderovereenkomst van samenwerking bedoeld in § 1, eerste lid, hebben ondertekend ;

3° een vertegenwoordiger van de " Office francophone de la formation en alternance " (Franstalige dienst altemnerende opleiding) opgericht krachtens het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de altemnerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, hierna de "O.F.F.A" genoemd;

4° een vertegenwoordiger van het " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises " (Waals instituut voor altemnerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) opgericht krachtens het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises", hierna het "I.F.A.P.M.E." genoemd;

5° één vertegenwoordiger van het Algemeen Bestuur onderwijs.

De vertegenwoordigers bedoeld in de punten 1° en 2°, van het tweede lid, zijn stemgerechtigd.

De vertegenwoordigers bedoeld in de punten 3° tot 5° van het tweede lid, hebben een raadgevende stem.

De kaderovereenkomst van samenwerking bedoeld in het eerste lid bepaalt de nadere regels voor de organisatie van de vergaderingen waaronder het beheer van het secretariaat.

Uiterlijk 31 maart van elk jaar bezorgt de bevoegde C.A.I. commissie een verslag aan de diensten van de Regering waarbij minstens melding wordt gemaakt van het aantal erkende industriële leerovereenkomsten, het aantal toegekende afwijkingen en het aantal uitgereikte attesten van verworven vaardigheid, alsook de noemenswaardige elementen betreffende de uitvoering van de C.A.I. en de organisatie van de eindproeven.

Op basis van het verslag opgesteld door elke bevoegde C.A.I. commissie, bezorgen de diensten van de Regering jaarlijks aan de Regering van de Franse Gemeenschap een globaal verslag over met het geheel van de gegevens verzonden voor elke sector. »

2° in het tweede lid worden de woorden « paritaire leercomités » vervangen door de woorden « C.A.I. commissies » ;

3° in het tweede lid worden de woorden « een aantal » vervangen door de woorden « één of meer » ;

4° in het tweede lid worden de woorden « van de Regeringen van de Gemeenschappen » vervangen door de woorden « van de Regering van de Franse Gemeenschap ».

Art. 19. In artikel 49, paragraaf 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « paritaire leercomités » worden telkens vervangen door de woorden « C.A.I. commissies » ;

2° de woorden « paritaire sub-leercomités » worden vervangen door de woorden « C.A.I. subcommissies » ;

3° in het tweede lid worden de woorden « een aantal » vervangen door de woorden « één of meer » ;

4° in het tweede lid worden de woorden « de Regeringen van de Gemeenschappen » vervangen door de woorden « van de Regering van de Franse Gemeenschap » ;

5° de woorden « een paritair sub-leercomité » worden telkens vervangen door de woorden « een C.A.I. subcommissie » ;

6° in het derde lid worden de woorden « door de Koning » vervangen door de woorden « de Regering van de Franse Gemeenschap » ;

7° in het derde lid worden de woorden « van het paritair leercomité » vervangen door de woorden « van de C.A.I. commissie » ;

8° in het derde lid worden de woorden « dit sub-comité » vervangen door de woorden « deze C.A.I. subcommissie ».

Art. 20. In artikel 49, paragraaf 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Na advies van de Nationale Arbeidsraad » vervangen door de woorden « Na advies van de Sociaal-economische Raad van de Franse Gemeenschap » ;

2° in het eerste lid worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Regering van de Franse Gemeenschap » ;

3° de woorden « de paritaire leercomités » worden telkens vervangen door de woorden « de C.A.I. commissies » ;

4° in het eerste lid worden de woorden « , het in artikel 53 bedoeld paritair leercomité van de Nationale Arbeidsraad, » geschrapt ;

5° in het tweede lid worden de woorden « , het in artikel 53 bedoeld paritair leercomité van de Nationale Arbeidsraad, » geschrapt ;

6° de woorden « paritaire sub-leercomités » worden telkens vervangen door de woorden « C.A.I. subcommissies ».

Art. 21. In artikel 50 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « paritaire leercomités » worden vervangen door de woorden « C.A.I. commissies » ;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 22. In artikel 51, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « paritaire leercomités » worden telkens vervangen door de woorden « C.A.I. commissies » ;

2° de woorden « de bevoegde Gemeenschapsministers » worden vervangen door de woorden « het bevoegde lid van de Regering van de Franse Gemeenschap ».

Art. 23. In artikel 52 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « paritaire leercomités » worden telkens vervangen door de woorden « C.A.I. commissies » ;

2° in het eerste lid worden de woorden « bevoegd inzake Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « bevoegd voor Onderwijs » ;

3° het eerste lid wordt aangevuld als volgt « en deelt haar elk voorstel mee om de C.A.I te optimaliseren. ».

Art. 24. Het opschrift van hoofdstuk II van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1998 en de artikelen 53 tot 57 dat het bevat, worden opgeheven.

Art. 25. Artikel 58 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art.58. De kosten in verband met de vergaderingen van de C.A.I. commissies georganiseerd door de O.F.F.A. worden ten laste genomen door laatstgenoemde, volgens de nadere regels bepaald door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk. »

Art. 26. In artikel 61 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « De Nationale Arbeidsraad » vervangen door de woorden « De Sociaal-economische Raad van de Franse Gemeenschap » ;

2° in het eerste lid wordt het woord « nationale » vervangen door het woord « Gemeenschaps » ;

3° in het tweede lid worden de woorden « inzake Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « voor Onderwijs ».

Art. 27. In artikel 62 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 24 juli 1987 en 6 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « De Koning kan, na advies van de Nationale Arbeidsraad, bij een in Ministerraad overlegd besluit » worden vervangen door de woorden « De Regering van de Franse Gemeenschap kan » ;

2° de woorden « paritaire leercomités » worden vervangen door de woorden « C.A.I. commissies » ;

3° de woorden « en 53 » worden geschrapt.

4° Het artikel wordt aangevuld als volgt : na de woorden « alternerende opleiding » door « wat betreft het publiek van het alternerend onderwijs. »

HOOFDSTUK II. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Dit decreet treedt in werking op 31 augustus 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juni 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 632-1. Commissieverslag, nr. 632-2.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 632-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 13 juni 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/31502]

13 JUIN 2018. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Formation continue de l'ambulancier en transport médico-sanitaire (convention) » (code 824131U21V1) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition de l'enseignement de promotion sociale

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis d'opportunité transmis le 21 septembre 2017 à la cellule exécutive du Service Francophone des Métiers et Qualifications;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 21 septembre 2018,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Formation continuée des ambulanciers en transport médico-sanitaire (convention) » (code 824131U21V1) est approuvé.

Cette unité d'enseignement est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition de promotion sociale.

Art. 2. La transformation progressive des structures existantes concernées commence au plus tard le 1^{er} janvier 2020.

L'unité d'enseignement visée par le présent arrêté remplace l'unité d'enseignement de « Formation continuée des ambulanciers relevant du transport médico-sanitaire (convention) » (code 824130U21X1)

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2018.

Bruxelles, le 13 juin 2018.

I. SIMONIS,

Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances